

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Franche-Comté)**

AVENANT N° 3 DU 16 NOVEMBRE 2010

NOR : AGRS1197051M

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Franche-Comté ;
La fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de Franche-Comté ;
Le syndicat régional des entreprises de travaux agricoles et forestiers de Franche-Comté ;
Le syndicat régional de l'horticulture, pépinières, maraîchage de Franche-Comté ;
La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Jura ;
La fédération des CUMA de ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

L'UR CFDT ;
L'UR CFTC ;
L'UR CGT ;
L'UR CGT-FO ;
L'UR CFE-CGC ;
L'UNSA2A ;
L'UD CFTC de l'Ain ;
L'UD CGT de l'Ain ;
L'UD CGT-FO de l'Ain ;
L'UD CFE-CGC de l'Ain,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin de permettre aux salariés cadres et non cadres des entreprises relevant de la convention collective interdépartementale des coopératives fruitières de l'Ain, du Doubs et du Jura du 29 août 2001 de bénéficier d'un régime d'assurance santé commun à celui des salariés non cadres relevant des conventions collectives des exploitations agricoles, entreprises de travaux agricoles et CUMA de Franche-Comté du 1^{er} novembre 1998 et de l'horticulture, pépinières et maraîchage de Franche-Comté du 1^{er} avril 1986, les partenaires sociaux ont décidé d'étendre le champ d'application de l'accord du 18 février 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire frais de santé pour les salariés agricoles non cadres de Franche-Comté.

Article 1^{er}

Préambule de l'accord

Le troisième paragraphe du préambule de l'accord :

« Le présent accord constituera l'annexe IX de la convention collective des exploitations agricoles, entreprises de travaux agricoles et CUMA de Franche-Comté du 1^{er} novembre 1998 et l'annexe III de la convention collective des entreprises d'horticulture, pépinières et maraîchage de Franche-Comté du 1^{er} avril 1986. »

Est remplacé comme suit :

« Le présent accord constituera l'annexe IX de la convention collective des exploitations agricoles, entreprises de travaux agricoles et CUMA de Franche-Comté du 1^{er} novembre 1998, l'annexe III de la convention collective des entreprises d'horticulture, pépinières et maraîchage de Franche-Comté du 1^{er} avril 1986 et l'annexe VI de la convention collective des coopératives fruitières de l'Ain, du Doubs et du Jura du 29 août 2001. »

Article 2

Champ d'application

L'article 1^{er} « Champ d'application » est remplacé comme suit :

« Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable à l'ensemble des employeurs et salariés non cadres des exploitations agricoles et activités connexes de la région Franche-Comté, affiliées au régime agricole de protection sociale et relevant d'une des activités suivantes :

- polyculture et élevage non spécialisé ;
- élevages spécialisés ;
- cultures spécialisées, y compris horticulture, pépinières, maraîchage ;
- viticulture ;
- champignonnières ;
- entreprises de travaux agricoles ruraux ;
- coopératives d'utilisation du matériel agricole ;
- activités agro-touristiques rattachées à l'exploitation agricole.

Ainsi qu'à l'ensemble des employeurs et des salariés cadres et non cadres :

- des coopératives fruitières ;
- des CUMA de ramassage de lait ;
- des EURL de vente constituées au sein des coopératives ;
- des autres groupements d'employeurs comprenant des fruitières,

des départements de l'Ain, du Doubs et du Jura.

L'appartenance à la région Franche-Comté ou au département de l'Ain est déterminée par rapport au lieu du siège de l'entreprise et au territoire de la région administrative ou du département. Le siège s'entend, selon la nature de l'activité, des bâtiments d'exploitation ou du siège social déclaré dans les statuts. »

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension et au plus tard le 1^{er} janvier 2011.

Il s'imposera à compter du 1^{er} janvier 2011 aux employeurs et salariés ressortissant aux entreprises adhérentes des organisations signataires et, à compter de la date de son extension, à l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application.

Le présent accord pourra toutefois être appliqué de manière volontaire par l'ensemble des employeurs et salariés ressortissant aux entreprises non adhérentes des organisations signataires à compter du 1^{er} janvier 2011, si son extension devait intervenir postérieurement à cette date.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de l'unité territoriale du Doubs, DIRECCTE Franche-Comté. Un exemplaire sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de l'accord collectif régional « Santé » du 18 février 2009.

Fait à Besançon, le 16 novembre 2010.

(Suivent les signatures.)